

Avril 2026 - <https://onpe.france-enfance-protgee.fr/>



Dynamique des liens fraternels en contexte de placement conjoint

Si le lien fraternel constitue une ressource pour la majorité des enfants confiés, il peut, dans certaines conditions, être une source de vulnérabilité supplémentaire. Il s'agit alors de repérer les signes d'alerte pouvant conduire les professionnels à privilégier une séparation des frères et sœurs au quotidien, tout en aménageant les conditions nécessaires au maintien du lien fraternel.

Lire l'ONPE synthèses n° 26



Journée d'études



Rencontres ONPE



Deux nouvelles thèses

organisent le 15 septembre 2026 une journée nationale de rencontre Ase-pédopsychiatrie.

[En savoir plus](#)

La prochaine rencontre « Articulier recherches et pratiques » aura lieu le mardi 5 mai 2026 de 14h à 15h30 et portera sur l'AEMO.

[En savoir plus](#)

Consulter deux thèses finalistes du prix de thèses ONPE-Fondation de France 2025.

[En savoir plus](#)

Recherche

Justice des mineurs : appel à projets de recherche

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) lance quatre appels à projets de recherche dans le cadre de sa programmation scientifique 2026 : la relation éducative à la PJJ ; les proches des jeunes suivis au pénal ; le rapport des jeunes aux armes ; l'insertion des jeunes suivis au pénal. Vous avez jusqu'au 3 juillet 2026 pour y répondre. [En savoir plus](#)

Études et statistiques

Les chiffres de la Drees

La Drees publie des jeux de données sur :

- Le nombre total de bénéficiaires d'une mesure d'aide sociale à l'enfance (Ase) fin 2024, au niveau national et départemental, ainsi que des données nationales détaillant le profil des bénéficiaires selon l'âge et le sexe. Ces résultats, issus de l'enquête « aide sociale » menée auprès des départements, complètent ceux publiés en septembre et décembre 2025 et seront analysés de façon plus détaillée dans l'édition 2026 du Dossier de la Drees consacré à l'aide sociale à l'enfance, à paraître en juin 2026. [Lire le CP](#)

Agenda

19 mai 2026 - Erstein

Enfants confiés, leurs troubles : quels parcours et quels soins ? [En savoir plus](#)

20 mai 2026 - Quimper

L'élève qui inquiète : écoles, soins psychiques, familles
[S'inscrire](#)

21 mai 2026 - Paris

Tous connectés ? les enjeux du numérique en placement familial
[S'inscrire](#)

22 mai 2026 - Paris

Les coopérations territoriales face à l'exploitation sexuelle des mineurs
RDV ONPE
[S'inscrire](#)

29-30 mai 2026 - Jacob-Bellecombette

De l'enfant à l'adulte émergent : état de la recherche et pratique clinique
[En savoir plus](#)

3 juin 2026 - Paris

TND et psycho traumatismes : la protection de l'enfance face

- Les dernières données consolidées sur les dépenses d'aide sociale des départements en 2024. Ces dernières s'élèvent à 47,8 milliards d'euros et augmentent de 4,5 % en euros courants en un an. Cette évolution découle comme en 2023 d'une forte hausse des dépenses brutes d'aide sociale à l'enfance et aux personnes handicapées, d'une hausse légèrement plus faible de celles dédiées aux personnes âgées et d'une progression plus modérée de celles liées au RSA. [Lire le CP](#)

Evènements



Trois axes prioritaires ont été identifiés, déclinés en cinquante mesures :

1. **Mieux adapter la réponse de l'État aux nouvelles formes de délinquance**, notamment par la prévention de l'entrée précoce dans le narcotrafic, par la prévention face aux violences numériques ou encore par la prévention face au port d'armes blanches chez les mineurs.
2. **Garantir un continuum de prévention de l'enfance à l'âge adulte**, notamment par une prévention dès l'enfance en lien avec les parents, l'école et le maire, par la favorisation de l'engagement et de la citoyenneté ou encore par le repérage des premières

aux situations complexes

[S'inscrire](#)

Textes et travaux parlementaires

- [Arrêté du 21 avril 2026](#) modifiant l'arrêté du 26 février 2026 pris pour l'application de l'article R. 4012-1 du code de la santé publique pour ajouter le parcours coordonné renforcé « enfance protégée » à la liste des parcours coordonnés renforcés.
- [Proposition de loi](#) visant à protéger durablement les jeunes majeurs de l'aide sociale à l'enfance et de la protection judiciaire de la jeunesse/ 16/4/26
- [Rapport d'information](#) en conclusion des travaux de la mission d'information sur l'imprescriptibilité des violences commises sur des mineurs (M. Arnaud Bonnet, Mme Perrine Goulet et Mme Alexandra Martin), n° 2685/ AN, 15/4/26
- [Circulaire](#) relative à la campagne budgétaire 2026 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse - JUSF2609108C / Ministère de la justice, 14/4/26
- [Proposition de loi](#) visant à protéger les mineurs des risques auxquels les expose l'utilisation des réseaux sociaux / Vie-publique, 1/4/26

Du côté des ministères

- [CP](#) : Lutte contre le système prostitutionnel et l'exploitation sexuelle : la ministre Aurore

ruptures de parcours chez les mineurs.

3. **Mieux coordonner et mieux outiller la politique de prévention**, notamment par l'appui solide des maires et des élus dans la prévention de la délinquance. [Lire le document](#)

Institutions

Défenseur des droits

Deux nouveaux rapports ont été publiés durant le mois d'avril :

- [Rapport annuel d'activité pour l'année 2025](#). La protection de l'enfance représente 30 % des saisines en matière de droits de l'enfant. Le Défenseur des droits constate une dégradation préoccupante marquée par des évaluations de danger non réalisées, des délais de prise en charge incompatibles avec les besoins des enfants, des placements non exécutés ou encore le recours à des hébergements non autorisés.
- [Le droit au juge](#). Quatre recommandations principales y sont formulées pour garantir l'effectivité du droit au juge : garantir l'accès à un tribunal et à un recours effectif à tous les usagers du service public, assurer l'égalité d'accès à la justice à toutes et tous, garantir le droit à un procès équitable et l'effectivité des recours et garantir l'exécution des décisions de justice.

Parutions

Vers un cadre national sécurisé pour le périscolaire

La Ciivise publie [un avis](#) pour un périscolaire professionnalisé, protecteur, responsable et coordonné,

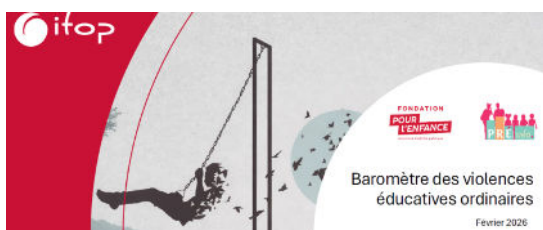
Bergé dresse le bilan de l'action de la France 10 ans après l'adoption de la loi du 13 avril 2016/ 10/4/26

- Le ministre nomme une déléguée à la protection des enfants à l'École, adjointe à la médiatrice de l'Éducation nationale / Ministère EN, 1/4/26
[En savoir plus](#)
- Publication du bilan des 1 an du haut-commissariat à l'Enfance / 31/3/26
[En savoir plus](#)

Publications

- [CP](#) : 2ème enquête sur la santé mentale et la psychiatrie. Depuis 2019, une dégradation alarmante de la santé mentale des jeunes et des femmes/ Fédération hospitalière de France, 15/4/26
- Assistantes familiales : le GEPSO, en partenariat avec l'UFNAFAAM et avec le soutien de la Fondation Jean Jaurès, publie 18 propositions pour revaloriser une profession essentielle/ 9/4/26
[En savoir plus](#)
- Interdiction des réseaux sociaux aux mineurs : les réserves du Conseil de l'IA et du numérique / Vie publique, 8/4/26
[En savoir plus](#)
- [Le système prostitutionnel en France](#) / Observatoire national des violences faites aux femmes, Lettre n°27 – Avril 2026
- Bilan annuel 2025 du dispositif d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux / HAS, 24/3/26

garantissant pleinement l'intérêt supérieur de l'enfant face aux risques des violences sexuelles. Dix préconisations sont proposées afin de consolider la professionnalisation, signaler et traiter les violences de manière coordonnée et efficace en créant un circuit unique de signalement, améliorer la coopération et la circulation des informations entre les institutions et les familles, remédier à la dispersion actuelle du secteur périscolaire en instaurant un cadre de régulation harmonisé à l'échelle nationale.



La Fondation pour l'enfance publie la 3ème édition du [baromètre sur les violences dites éducatives ordinaires \(VEO\)](#). Cet outil vise à suivre dans le temps l'évolution des connaissances, des perceptions et des pratiques parentales, afin d'identifier les dynamiques de transformation à l'œuvre, mais aussi les résistances persistantes.

France Enfance
Protégée

[Lire le rapport](#)

Cf. Protection de l'enfance et protection judiciaire de la jeunesse (PE/PJJ) p. 30

- Influence et réseaux sociaux : face aux nouveaux défis, structurer la filière de la création, outiller l'État et mieux protéger / [Rapport Delaporte-Vojetta](#), janvier 2026

Cf. Recommandation n° 18. Envisager la création d'un régime de co-responsabilité pénale des plateformes en ligne qui tirent profit de l'exploitation du système prostitutionnel.



Le 8 avril 2026, France Enfance Protégée a eu le plaisir d'accueillir une délégation parlementaire aux droits de l'enfant, conduite par sa présidente, Perrine Goulet. Cette visite a permis de nourrir des échanges riches autour des enjeux de la protection de l'enfance que ce soit l'enfant en danger, l'accompagnement des adoptants, le traitement des demandes d'accès aux origines personnelles ou les travaux de l'observatoire.

Médias



<http://www.linkedin.com/company/franceenfanceprotegee>